

# TRAVAILLEURS !

## LE DESARMEMENT DES "MILICES PATRIOTIQUES"

(8 novembre 1944)

### TRAVAILLEURS!

Le désarmement des "Milices Patriotiques" est un coup de force du gouvernement contre les ouvriers. Car ce sont les ouvriers qui composent en majorité les "Milices patriotiques" et qui voyent en celles-ci et dans les armes qu'ils possèdent, un moyen de défense contre leurs ennemis les plus acharnés.

L'activité des "Milices patriotiques" s'est cependant toujours déroulée dans les limites tracées par la "Résistance": les organisations ouvrières social-patriotiques (PC, PS, CGT) ayant renoncé à une action revendicative spécifiquement ouvrière, les "Milices patriotiques" se bornèrent à une activité de simple police.

Cependant, le gouvernement de Gaulle a décrété le désarmement des "Milices patriotiques" et projette leur dissolution.

Cet acte nettement anti-ouvrier soulève devant les travailleurs la question: Qu'en est-il de cette « union nationale » pour laquelle le PC, le PS, la CGT ont sacrifié les revendications ouvrières et une politique de classe? Pourquoi le gouvernement protège-t-il la minorité des capitalistes, et est-il hostile aux travailleurs? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de s'appuyer sur le peuple contre les trusts, mais s'appuie au contraire sur les trusts contre les ouvriers? Pourquoi ne se soucie-t-il nullement de rassurer les ouvriers - par une "épuration" active, une élimination des spéculateurs et trafiquants toujours en place, par le musellement des monopoleurs, etc.? Et pourquoi se soucie-t-il par contre de rassurer les capitalistes par le désarmement des Milices patriotiques, le musellement de la liberté (censure politique), la mise à l'abri des fortunes scandaleuses (emprunt de 36)?

C'est parce que le gouvernement est un gouvernement "pétainiste sans Pétain", au service des capitalistes. En dehors des bandes directement aux ordres du capital (fascistes, briseurs de grève, etc.) ce gouvernement ne peut tolérer aucun groupement armé indépendant de son contrôle. Avec l'aide de la police, corps spécialement dressé, et de l'armée, séparée du peuple et encadrée par le corps des officiers réactionnaire, il veut maintenir l'ordre bourgeois et l'esclavage des travailleurs.

Les organisations ouvrières social-patriotes sont impuissantes devant les coups de l'État et du gouvernement bourgeois parce qu'elles ont renoncé à toute politique appuyée sur l'action indépendante de la classe ouvrière et qu'elles prétendent mettre ce gouvernement au service des travailleurs! Cachin demande au gouvernement de "faire confiance au peuple et de tenir compte de ses avis" (5/11). Les organisations social-patriotes s'accrochent au gouvernement, qui est lui-même accroché aux capitalistes. Mais on ne peut pas soutenir un gouvernement bourgeois et armer en même temps le peuple. Voilà pourquoi les organisations social-patriotes capitulent devant le désarmement des "Milices patriotiques" et malgré les discours, ne donnent aucun mot d'ordre, aucune directive, aucun conseil aux ouvriers pour une défense efficace contre les entreprises réactionnaires de la bourgeoisie.

Par des discours les social-patriotes veulent masquer leur impuissance. Mais que les ouvriers se rappellent: au dire des staliniens, les FTP étaient les troupes de choc de la classe ouvrière. Mais le gouvernement bourgeois les a assimilés aux FFI sous prétexte d'union des forces de la nation. Les FFI devaient être l'armée du peuple. Mais bientôt la levée en masse fut remplacée par l'enrôlement individuel et puis toujours sous prétexte d'unité, les FFI furent amalgamées aux armées d'Afrique, sous le commandement de l'État-major réactionnaire. Restaient les "Milices patriotiques" dont l'armement était cependant contrôlé d'en haut et distribué seulement pour des « missions ». Maintenant les « Milices patriotiques » transformées en gardes civiques doivent être désarmées. Et le gouvernement conseille aux « patriotes » qui veulent agir de s'engager dans l'armée ou de donner leur concours à la police. Ainsi de tout l'élan révolutionnaire qui devait suivre l'insurrection nationale, de l'armement du Peuple, il ne reste aux ouvriers que le droit de se faire l'auxiliaire de la police bourgeoise ou de se faire commander par des « généraux cannibales ».

Cependant, tandis que le gouvernement s'attaque aux ouvriers, les bandes fascistes, subventionnées par les capitalistes, s'arment impunément, d'autant plus facilement que l'administration et l'armée elles-mêmes ne manquent pas, aux postes les plus responsables, de pareils éléments. Demain ces bandes n'hésiteront pas à s'attaquer aux locaux des syndicats et des organisations ouvrières, aux réunions, aux militants ouvriers.

Ce n'est pas la police bourgeoise, qui maintenant s'attaque aux "milices patriotiques", qui prendra notre défense. Il nous faut donc préparer cette défense nous-mêmes.

1° Dans de nombreux endroits, chez Gnôme [et Rhône], chez Hispano[-Suiza], etc., les ouvriers ont refusé de se laisser désarmer. La police a reculé. Les ouvriers doivent tous suivre solidairement cet exemple. **NE RENDONS PAS NOS ARMES À LA POLICE BOURGEOISE: CACHONS-LES EN LIEU SÛR!**

2° Les "gardes civiques et républicaines", légalement désarmées et contrôlées par les Autorités, ne peuvent aucunement servir à la défense de la classe ouvrière. **IL FAUT CRÉER UN RÉSEAU DE MILICES OUVRIÈRES**, sur la base de l'entreprise et du quartier, réunissant les ouvriers dévoués sans distinction de Parti, et ayant comme but non pas la défense de "l'ordre " en général, mais la défense des usines contre les attaques fascistes, la défense des grèves, des réunions, des syndicats, des organisations et de la presse ouvrières.

3° Les ouvriers doivent faire pression sur leurs organisations pour qu'une propagande ouverte soit faite en faveur des Milices ouvrières, afin qu'autour des ouvriers courageux des Milices soit créée une atmosphère de sympathie et de soutien de la part de tous les ouvriers.

4° Les milices ouvrières doivent servir de centre pour l'entraînement militaire de tous les ouvriers.

5° Devant l'attitude et l'action hostile du gouvernement, les travailleurs doivent créer leurs propres organes du pouvoir, capables de soutenir et de diriger l'action des milices ouvrières. Ces organes sont les **COMITÉS OUVRIERS**, élus démocratiquement, sans distinction de Parti, par tous les ouvriers de l'usine, du quartier ou de la localité.

6° **"LES OUVRIERS DOIVENT TENDRE À AVOIR DES ARMES COMME UN GAGE DE LEUR AFFRANCHISSEMENT "** Les ouvriers doivent montrer qu'ils sont prêts à lutter jusqu'au bout contre leurs oppresseurs et qu'ils ont de quoi lutter. La Milice Ouvrière est le premier pas vers l'armement du prolétariat. Seuls les ouvriers en armes peuvent balayer la bourgeoisie et toute sa pourriture. Les armes fabriquées par les ouvriers ne doivent pas être utilisées par les fascistes, ni par la police bourgeoise. Elles doivent être entre les mains du prolétariat comme instruments de son émancipation future.

**VIVENT LES MILICES OUVRIÈRES ! VIVE L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT !**

8 Novembre 1944

**UNION COMMUNISTE (4<sup>e</sup> Internationale)**